

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

Renseignements généraux

Mai 2018

LE CONSEIL
DU STATUT
DE LA FEMME

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
FICHES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

TABLE DES MATIÈRES

1.	Voyages hors Québec
2.	Voyages en avion ou en hélicoptère au Québec
3.	Dépenses en publicité, en articles promotionnels et en commandites
4.	Dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements
5.	Dépenses en formation de communication
6.	Dépenses en formation de communication pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés
7.	Contrats octroyés par l'organisme
8.	Contrats octroyés par l'organisme et ayant fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics
9.	Appels d'offres publics de l'organisme
10.	Contrats octroyés par un cabinet ministériel
11.	Consultants externes intégrés ou œuvrant au sein de l'organisme
12.	Projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000\$
13.	Dépenses de bureau et frais de déplacement
14.	Dépenses reliées à la téléphonie
15.	Effectifs de l'organisme
16.	Nombre de départs à la retraite et de remplacements effectués
17.	Baux pour les espaces occupés par l'organisme
18.	Coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués pour l'organisme
19.	Personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres
20.	Budget discrétionnaire de l'organisme
21.	Personnel hors structure
22.	Personnel en disponibilité
23.	Occasionnels mis à pied
24.	Poste aboli par bureau régional
25.	Effectif des bureaux régionaux
26.	Personnel rémunéré par l'organisme et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres
27.	Abonnements
28.	Achat de billets de saison, réservation de loges et frais de club privé
29.	Information relative aux sites Internet
30.	Nomination de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs
31.	Dépenses pour les visites ou les rencontres ministérielles et sous ministérielles

32.	Demandes d'accès à l'information
33.	Activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres
34.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies
35.	Ententes signées entre l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes
36.	Crédits périmés et gel de crédits pour chaque organisme
37.	Inventaire des services que l'organisme offre aux citoyens
38.	Plan de réduction des dépenses de fonctionnement
39.	Sommes reçues du gouvernement fédéral ou autre gouvernement
40.	Primes au rendement et bonis
41.	Primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat
42.	Augmentations de salaire
43.	Cadres, dirigeants de la fonction publique dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée
44.	Cadres, dirigeants de la fonction publique ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite de remaniements ministériels
45.	Comités formés par le Conseil exécutif
46.	Entente de confidentialité requise pour la préparation de projets de loi, de politiques, de stratégies et de consultations
47.	Reconduction des programmes existants
48.	Principe du cran d'arrêt
49.	Initiatives et majorations apportées à un programme existant
50.	Nombre de fonctionnaires affectés au Plan Nord
51.	Budget consacré au Plan Nord
52.	Nombre d'employés affectés à la Stratégie maritime
53.	Budget consacré à la Stratégie maritime
54.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert
55.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles
56.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord
57.	Contrats de service juridique
58.	Contrats qui ont fait l'objet de coûts additionnels à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme
59.	Dépenses en informatique
60.	Masse salariale et indemnités de retraite
61.	Taux d'absentéisme
62.	Actions entreprises et compressions réalisées
63.	Stratégie gouvernementale de développement durable
64.	Rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis et analyses produits
65.	Cotisation à une association professionnelle
66.	Ressources affectées en évaluation des programmes
67.	Rencontres de dignitaires étrangers

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Question **1**

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- H les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Réponse :

Aucun déplacement hors Québec au cours de cette période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 par. 17)

Question **2**

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Réponse :

La présidente du Conseil du statut de la femme n'a effectué aucun voyage en avion ou en hélicoptère au Québec au cours de cette période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 17).

Question **3**

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse :

Dépenses

FOURNISSEUR	COÛT	MODE D'OCTROI	OBJET DU CONTRAT
Facebook	1 844,79 \$	Achat en ligne	Publicité
Twitter	49,71 \$	Achat en ligne	Publicité

Articles promotionnels

FOURNISSEUR	COÛT	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI
Impecca images et impressions	216,47 \$	Impression de signets promotionnels 2 lots de 2 000	Contrat négocié

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien à l'Assemblée nationale.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve dans la section sur les engagements financiers, qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du [Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels](#) (art. 4, par. 24).

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Question

4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;

b) le but visé par chaque dépense;

c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;

e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);

g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

h) le but visé par chaque dépense;

i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Réponse :

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	MODE D'OCTROI	FOURNISSEURS	COÛT
Journée sur le revenu minimum garanti	Contribution à la logistique de la journée : frais de salle, conférenciers.	Contrat négocié	Comité de lutte contre la pauvreté - MTESS	4 417 \$
Consultation sur l'organisation des soins de santé et les femmes âgées	Traiteur pour le repas	Contrat négocié	Bernard et fils traiteur inc.	269,50 \$

Question 5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;

b) le but recherché par chaque dépense;

c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;

e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;

f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;

h) le but visé par chaque dépense;

i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse :

Formations organisées par une firme externe ou une ou un professionnel.le

FOURNISSEURS	BUT VISÉ	FORMATION	COÛT
Sarobas	Publicité efficace dans le moteur de recherche Google	1 demi-journée pour 3 personnes	300 \$
Sarobas	Former l'équipe Web sur le nouvel outil Wordpress	2 demi-journées pour 3 personnes	875 \$
Hélène Dumais	Rédaction de textes épiciènes	1 demi-journée pour 13 personnes	475 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du [Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels](#) (art. 4 par. 22 et 23).

Question **6**

La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
b) le but visé par chaque dépense;
c) la nature de la formation;
d) les personnes concernées.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du [Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels](#) (art. 4 par. 22 et 23).

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2018-2019

Question 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	COÛT	MODE D'OCTROI
Monette Express	Travaux d'aménagement	553 \$	Contrat négocié
Arsenal Conseil	Accompagnement pour la réalisation du plan stratégique du CSF	5 825 \$	Contrat négocié
Bayard, Chantal	Rédaction – Billets de blogues féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	400 \$	Contrat négocié
Beauregard, Nathalie	Narration d'une vidéo pour l'engagement des femmes en politique lors des élections municipales 2017	150 \$	Contrat négocié
Bégin, Catherine	Montage et mise en page finale du Rapport annuel de gestion 2016-2017	911 \$	Contrat négocié
Bla bla rédaction	Révision linguistique d'articles de la <i>Gazette des femmes</i>	191 \$	Contrat négocié
Bla bla rédaction	Révision linguistique de différents documents	371 \$	Contrat négocié
Bourdillon, Rémy	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	800 \$	Contrat négocié
BSC Service-Conseil inc.	Audit de sécurité 2017	4 700 \$	Contrat négocié
Caouette, Nancy	Rédaction d'articles et photographies pour la <i>Gazette des femmes</i>	1 025 \$	Contrat négocié
Carrier, Nancy	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	800 \$	Contrat négocié

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2018-2019

Question **7**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	COÛT	MODE D'OCTROI
Champagne, Marjorie	Rédaction d'articles pour la <i>Gazette des femmes</i>	640 \$	Contrat négocié
Champagne, Sarah	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	640 \$	Contrat négocié
Chartier, Sophie	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	2 080 \$	Contrat négocié
CNW Telbec	Diffusion de communiqués de presse	392 \$	Contrat négocié
Commission scolaire de la Capitale	Cours de préparation à la retraite d'une employée du Conseil	250 \$	Contrat négocié
Communication Demo	Production de la revue de presse, service de veille des médias électroniques et répertoire de médias	7 705 \$	Contrat négocié
Compo-Orléans	Impression – Affiche « roll-up »	320 \$	Contrat négocié
Copies de la Capitale	Impression de divers documents	266 \$	Contrat négocié
Copies de la Capitale	Impression d'exemplaires de l'avis <i>La prostitution : il est temps d'agir</i>	932 \$	Sur invitation
Corbeil, Mathilde	Illustration <i>Solidarité mairresses</i>	700 \$	Contrat négocié
Corbeil, Raphaëlle	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	2 400 \$	Contrat négocié
Cossette Civitella, Anabel	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	1 600 \$	Contrat négocié
CPU Design	Contrat d'imprimante - Nombre de copies		
CPU Service	Services de soutien bureautique	11 029 \$	Contrat négocié
CPU Service	Entente ministérielle - CPU Service inc. pour l'entretien équipement bureautique	126 \$	Contrat négocié
Création stratégique Absolue	Mise à jour du visuel du site Web du Conseil du statut de la femme	22 270 \$	Contrat négocié
Création stratégique Absolue	Mise à jour du visuel pour les productions imprimées et électroniques du Conseil du statut de la femme	2 301 \$	Contrat négocié
Création stratégique Absolue	Corrections effectuées à la structure des modalités de recherche des publications	2 790 \$	Contrat négocié
Création stratégique Absolue	Accompagnement lors de la mise en ligne des mises à jour du site Web	1 695 \$	Contrat négocié
Daguzan Bernier, Myriam	Rédaction de billets de blogues féministes pour la <i>Gazette des femmes</i>	3 200 \$	Contrat négocié

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2018-2019

Question **7**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	COÛT	MODE D'OCTROI
Delvaux, Martine	Rédaction d'un article pour la <i>Gazette des femmes</i>	400 \$	Contrat négocié
Dièse, solutions visuelles et design	Réalisation de capsules vidéo	5 030 \$	Contrat négocié
Dumais, Hélène	Formation sur la rédaction épïcène	950 \$	Contrat négocié
Dumais, Hélène	Révision linguistique de divers documents	990 \$	Contrat négocié
Euromart Corporation	Services de réaménagement de bureaux et de réparation pour les locaux du CSF	1 962 \$	Contrat négocié
Fonds des biens et des services	Modification d'une capsule vidéo (narration, musique et sfx)	811 \$	Contrat négocié
Fleuri, Johann	Photographies et rédaction d'articles l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	1 100 \$	Contrat négocié
Freslon, Chloé	Billet blogue "Pourquoi faut-il plus de femmes en technologie?" de Chloé Freslon - <i>Gazette des femmes</i>	400 \$	Contrat négocié
Galarneau, France	Révision linguistique de divers documents	495 \$	Contrat négocié
Girardot, Clément	Rédaction d'articles et photographie pour la <i>Gazette des femmes</i>	940 \$	Contrat négocié
Guay, Mélissa	Révision linguistique - Revue de littérature sur la taxe rose	725 \$	Contrat négocié
Hamelin, Marilyse	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	3 280 \$	Contrat négocié
Huon, Patricia	Rédaction d'un reportage sur les violences sexuelles en Somalie dans la <i>Gazette des femmes</i>	875 \$	Contrat négocié
I.C.I. Influence communications	Veille des médias électroniques	933 \$	Contrat négocié
I.C.I. Influence communications	Production de la de la revue de presse écrite	1 911 \$	Contrat négocié
Impecca image et impression	Impression de pochettes de presse	1 318 \$	Contrat négocié
Impecca image et impression	Impression de signets	188 \$	Contrat négocié
Imprimerie sociale	Impression de brochures <i>Portrait des Québécoises en 8 temps</i>	1 446 \$	Sur invitation

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2018-2019

Question **7**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	COÛT	MODE D'OCTROI
Imprimerie sociale	Impression de brochures pour la tenue de la journée de réflexion sur le revenu minimum garanti	448 \$	Sur invitation
Institut de la statistique du Québec	Données statistiques	1 560 \$	Contrat négocié
Lamontagne-Drolet, Catherine	Production d'illustrations de style éditorial	2 100 \$	Contrat négocié
Lanctôt, Aurélie	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	3 680 \$	Contrat négocié
Lebel, Anouk	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	800 \$	Contrat négocié
Lemieux, Laurence	Illustrations pour la <i>Gazette des femmes</i>	950 \$	Contrat négocié
Marcotte, Sophie	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	6 880 \$\$	Contrat négocié
Marcotte, Sophie	Révision linguistique d'articles de la <i>Gazette des femmes</i>	3 988 \$	Contrat négocié
Mazataud, Valerian	Photographies et rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	1 025 \$	Contrat négocié
Miss Illustration	Conception de mises en situation et du scénarimage et réalisation des séquences illustrées dynamiques pour la production d'une vidéo sur le thème "Femmes et politique municipale"	4 725 \$	Contrat négocié
Montpetit, Caroline	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	1 024 \$	Contrat négocié
Pellicule sur vitre	Installation de pellicule givrée pour les locaux du Conseil	810 \$	Contrat négocié
Rémillard, Marc	Réalisation du montage de séquences illustrées pour la vidéo « Femmes et politique municipale »	2 850 \$	Contrat négocié
Roussel, Annellyne	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	800 \$	Contrat négocié
Roux, Martine	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	800 \$	Contrat négocié
Sarobas	Formation sur la plateforme Wordpress	875 \$	Contrat négocié
Sarobas	Formation Google AdWord pour deux personnes du Conseil	300 \$	Contrat négocié

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2018-2019

Question **7**

Suite

Réponse :

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	COÛT	MODE D'OCTROI
Sarobas	Validation de documents PDF accessibles	195 \$	Contrat négocié
Schoenborn, Mélina	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	1 040 \$	Contrat négocié
Services de transcription Janie Babin	Frais de transcription - Entrevue de la présidente au Journal de Québec (2)	206 \$	Contrat négocié
Shred-it International	Destruction sur place de documents confidentiels	575 \$	Contrat négocié
Souissi, Takwa	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	1 600 \$	Contrat négocié
St-Jacques, Sylvie	Rédaction d'articles sur l'égalité, le respect des droits et du statut de la femme	800 \$	Contrat négocié
Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Sondage omnibus de 7 questions fermées et rapport d'analyse	4 165 \$	Contrat négocié
Studio Iris Photography	Photos - Femmes autochtones	225 \$	Contrat négocié
Susset, Françoise	Services professionnels pour un projet de recherche sur les minorités sexuelles	150 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella	Services d'entretien et de soutien bureautique	19 664 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella	Assistance pour mise en production de la mise à jour du site Web	549 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella	Soutien technique et entretien du réseau et des serveurs	1 120 \$	Contrat négocié
Tessier, Charles	Services professionnels de formation et de suivi d'analyse	980 \$	Contrat négocié
Willmot, Rod	Traduction de lignes de presse (texte d'un communiqué de presse écrit en anglais)	63 \$	Contrat négocié

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve dans la section sur les engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Question **8**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas octroyé de contrats en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics au cours de cette période.

Ces informations sont toutefois disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Question 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas réalisé d'appels d'offres publics au cours de cette période.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

Question **10**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse :

Ne s'applique pas Conseil du statut de la femme.

Question **11**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018:

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Réponse :

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a initié aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ au cours de cette période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Question **13**

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

Réponse :

a	Photocopie	3 009 \$
b.	Mobilier de bureau	0 \$
c	Ameublement	0 \$
d	Décoration et embellissement	0 \$
e.	Distributeurs d'eau de source	0 \$
f.	Remboursement des frais de transport	2 201 \$
g.	Remboursement des frais d'hébergement	1 257 \$
h.	Remboursement des frais de repas	1 309 \$
i.	Remboursement des frais d'alcool et fêtes	0 \$
j.-1	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement au Québec	12 430 \$
j.-2	Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement à l'extérieur du Québec	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Question **14**

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Réponse :

A.	Nombre de téléphones cellulaires, BlackBerry, iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés	4
B.	Nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres) et ordinateurs portables	11
C.	Nombre de téléavertisseurs utilisés	0
D.	Coûts d'acquisition des appareils	0 \$
E.	Coût d'utilisation des appareils	19 \$
F.	Coût des contrats téléphoniques	5 243 \$
G.	Noms des fournisseurs	Rogers et CSPQ
K.	Coût des frais d'itinérance	0 \$
L.	Coûts de résiliation, s'il y a lieu	0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25) : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **15**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilés par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes;
- r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

Réponse :

- a et b) Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2018-2019

Question **15**

Suite

Réponse :

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIF				FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
Moins de 35 ans																
35 ans et plus	3		3	100	3	100										
Total	3		3	100	3	100										
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans	3	1	4	29	4	36										
35 ans et plus	10		10	71	7	64	3	100								
Total	13	1	14	100	11	100	3	100								
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans	1	2	3	27	2	20	1	100								
35 ans et plus	7	1	8	73	8	80										
Total	8	3	11	100	10	100	1	100								
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans																
35 ans et plus																
Total																
Total par groupe d'âge :																
Moins de 35 ans	4	3	7	25	6	25	1	25								
35 ans et plus	20	1	21	75	18	75	3	75								
Total	24	4	28*	100	24	100	4	100								

* Excluant la présidente de l'organisme.

Question **15**

Suite

Réponse :

c) Nombre de jours de maladie pris par le personnel

CATÉGORIES D'EMPLOI	
Encadrement supérieur et juridique	2
Personnel professionnel	81
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	60,5
Personnel ouvrier	
Total	143,5

d) Nombre total et ventilation du nombre de jours de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

CATÉGORIES D'EMPLOI	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
Encadrement supérieur et juridique		2	1		N/D
Personnel professionnel	6	6	2		N/D
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	6	4			N/D
Personnel ouvrier					
Total	12	12	3		N/D

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2018-2019

Question **15**

Suite

Réponse :

e) Nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires

CATÉGORIES D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
Encadrement supérieur et juridique				
Personnel professionnel	16,5	30	46,5	121,90 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	24,5	6,5	31	100,66 \$
Personnel ouvrier				
Total	41	36,5	77,5	222,56 \$

f) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel

CATÉGORIES D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
Encadrement supérieur et juridique	1		8	25	3	3	5	1	8	12	7	5	78
Personnel professionnel	1		14	74	83	9,5	11,5	2	12,5	20,5	8	6	242
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	5	7,5	2	34,5	57	32	21	3	6	19	7,5	1	195,5
Personnel ouvrier													
Total	7	7,5	24	133,5	143	44,5	37,5	6	26,5	51,5	22,5	12	515,5

Question **15**

Suite

Réponse :

Nombre de personnes ayant, dans leur réserve de jours de vacances, moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

CATÉGORIES D'EMPLOI	MOINS DE 10 JOURS	DE 10 À 50 JOURS	DE 50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS	VALEUR ESTIMÉE
Encadrement supérieur et juridique	1				N/D
Personnel professionnel	4	2			N/D
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	7	2			N/D
Personnel ouvrier					
Total	12	4			N/D

g) Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

h) Nombre et répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation

La liste du personnel, par catégories d'emploi, recevant une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferme des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publiques et sur la protection des renseignements personnels. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de cette loi.

Question **15**

Suite

Réponse :

i) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
Capitale-Nationale	3	14	9	2		28
Total	3	14	9	2		28

* Excluant la présidente de l'organisme.

j) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

	2017-2018
Expert	1
Émérite	

k) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

	2017-2018
Traitement supérieur	1

Question **15**

Suite

Réponse :

Nombre de postes par catégorie d'emploi et selon leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions)

RÉGIONS	CADRES*	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
Capitale-Nationale	3	14	9	2		28
Total	3	14	9	2		28

* Excluant la présidente de l'organisme.

l) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

m) Nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

n) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emplois pour 2016-2017 et les cinq années précédentes

Le Conseil du statut de la femme n'a aboli aucun poste en 2017-2018.

p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question **16**

Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019, et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

a) Nombre de départs à la retraite en 2017-2018

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

Un remplacement effectué au cours de cette période.

c) Aucun départ à la retraite au cours de cette période.

d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats, et ce, en date du 31 mars 2018

Une personne retraitée engagée au cours de cette période.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2018-2019

Question 17

- Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

A.	Emplacement de la location	800, place D'Youville, 3 ^e étage, Québec
B.	Superficie totale pour chaque local loué	1 080 m ³
F.	Coût total de ladite location	294 415 \$
G.	Coûts d'aménagement et de rénovation	3 325 \$
H.	Durée du bail	Le bail se renouvelle annuellement
I.	Propriétaire de l'espace loué	Euromart Corporation Locateur : Société québécoise des infrastructures

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, au coût total de ladite location et au propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Conseil en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, par. 27) : <https://www.csf.gouv.qc.ca/le-conseil/reglement-sur-la-diffusion/>

Question **18**

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse :

A.	Date des travaux	2017-08-17
B.	Coûts des travaux	810 \$
C.	Nom de la firme ayant effectué les travaux	Pellicule sur vitre inc.

Question **19**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **20**

Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil en vertu du [Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels](#) (art. 4 par. 26).

Question **21**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a pas employé de personnel hors structure au cours de cette période.

Question **22**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2018-2019.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **23**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2018-2019;
- c) par catégorie d'âge.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **24**

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **25**

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **26**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

Nom de la personne	Poste occupé	Salaire annuel	Assignation initiale et actuelle	Date de début de l'assignation	Date de fin de l'assignation
Mireille Gagnon	Agente de liaison interculturelle	76 293 \$	La Mosaïque (Rouyn-Noranda)	24 juillet 2017	15 septembre 2017

Question **27**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

FOURNISSEUR	COÛT	DESCRIPTION
Asted	200 \$	Documentation et bibliothèques
Cision (anciennement CNW Telbec)	1 500 \$	Accès au répertoire de médias
Courrier international	103 \$	<i>Courrier international</i>
Ebsco	88 \$	<i>Cahiers du genre</i>
Ebsco	152 \$	<i>Nouvelles questions féministes</i>
Ebsco	138 \$	<i>Travail, genre et société</i>
Éditions plurielles Canada inc.	30 \$	<i>Premières en affaires</i>
Érudit	113 \$	<i>Nouvelles pratiques sociales</i>
Érudit	113 \$	Recherches féministes - GREMF
Journal de Québec	197 \$	<i>Journal de Québec</i>
L'actualité	40 \$	<i>L'actualité</i>
Le Devoir	215 \$	<i>Le Devoir</i>
Le Soleil	212 \$	<i>Le Soleil</i>
Nouvelles	63 \$	Nouvelles/News/L'autre genre d'info
Planète F	13 \$	<i>Planète F Magazine</i>
Publications Mass-Media Inc.	2 000 \$	<i>Le Courrier parlementaire</i>
RIBG - CSPQ	3 483 \$	Réseau des bibliothèques gouvernementales / PortFolio
Shameless Magazine	35 \$	<i>Shameless Magazine</i>
Wilson & Lafleur	80 \$	Code civil du Québec
Wilson & Lafleur	80 \$	Code criminel
Wilson & Lafleur	80 \$	Code de procédure civile
Wilson & Lafleur	80 \$	Lois du travail

Question **28**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a acheté aucun billet de saison, n'a réservé aucune loge et n'a payé aucuns frais pour devenir membre d'un club privé au cours de cette période.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Renseignements généraux

Étude des crédits 2018-2019

Question **29**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Réponse :

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.csf.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Le site Web actuel du Conseil est en ligne depuis février 2010. Sa conception initiale a été assurée par la firme iXmédia (2009-2010).
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Les coûts annuels d'hébergement du site Web du Conseil sont de 672 \$. Le site est hébergé sur un serveur de la firme OVH. L'entretien et les mises à jour sont effectués par le personnel du Conseil. La responsabilité de la production et de la diffusion du contenu du site incombe à la Direction des communications et du Web du Conseil.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	En 2017-2018, le Conseil a renouvelé l'apparence graphique de son site Web et a procédé à certaines améliorations de son arborescence et de son ergonomie. Le personnel de la Direction des communications et du Web a procédé aux travaux, avec la collaboration de la firme externe Absolue. Le coût des travaux de la firme se sont élevés à 22 270 \$ en 2017-2018.
LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR	Les mises à jour sont effectuées de manière continue (selon les types d'information et de documents à publier). La fréquence est quotidienne, hebdomadaire ou ponctuelle.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE	L'édimestre du Conseil

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.gazettedesfemmes.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	Marie-Jacques Rouleau, consultante en communications.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Les coûts d'hébergement sont intégrés aux coûts d'hébergement du site Web du Conseil (voir plus haut). Utilisation de la plateforme WordPress, logiciel libre de droits. Entretien et mises à jour effectués par des ressources internes.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	0 \$

Question **29**

Suite

Réponse :

<p>LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR</p>	<p>Les mises à jour sont effectuées de manière continue (selon les articles journalistiques et les capsules vidéo à publier). La fréquence est quotidienne, hebdomadaire, bimensuelle ou ponctuelle.</p>
<p>LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE</p>	<p>La rédactrice en chef de la <i>Gazette des femmes</i>.</p>

Question **30**

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a fait aucune nomination de mandataire, d'émissaire, de négociateur, de médiateur, de commissaire, d'expert ou d'enquêteur.

Question 31	Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
--------------------	--

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a effectué aucune dépense pour les visites ou les rencontres ministérielles et sous-ministérielles au cours de cette période.

Question **32**

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

Question **33**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **34**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **35**

La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **36**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **37**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.

Réponse :

Ne s'applique pas au Conseil du statut de la femme.

Question **38**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **39**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a reçu aucun montant du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement au cours de cette période.

Question 40	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
--------------------	---

Réponse :

Aucune prime au rendement et aucun boni n'ont été accordés en 2017-2018.

<p>Question 41</p>	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.</p>
---------------------------	---

Réponse :

Aucune prime de départ ni aucun montant pour bris de contrat n'ont été versés.

Question **42**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **43**

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Aucun cadre, dirigeant ou sous-ministre n'a reçu de rémunération sans exercer de fonction.

<p>Question 44</p>	<p>Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés.</p>
---------------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **45**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Réponse :

Le Conseil du statut de la femme n'a formé aucun comité au cours de cette période.

Question **46**

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

<p>Question 47</p>	<p>Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.</p>
---------------------------	---

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **48**

Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **49**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **50**

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

Question **51**

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévision pour 2018-2019.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018 seulement.

Question **52**

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Question **53**

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Question **54**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert) pour tous les ministères et organismes.

Question **55**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

Question **56**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question **57****Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice, et ce, pour tous les ministères et les organismes budgétaires, en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière et en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

<p>Question 58</p>	<p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p>
---------------------------	--

Réponse :

Le montant initial et final des contrats sont disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Question **59**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres), et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 207-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

Réponse :

- a) Le Conseil du statut de la femme a estimé ses activités en ressources informationnelles à 146 800 \$ pour l'année 2017-2018.
- b) Les informations sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- e) Les informations relatives aux contrats sont disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca ainsi qu'à la section des engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question **60**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- a) la masse salariale;
- b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Réponse :

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- b) Le Conseil du statut de la femme n'a versé aucune indemnité de retraite au cours de cette période.

Question **61**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **62**

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2018-2019.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **63**

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Réponse :

L'information sera présentée dans le rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

Question **64**

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Réponse :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **65**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Réponse :

A.	Montant	1 891 \$
B.	Association ou ordre professionnel	Barreau du Québec

Question **66**

Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :

- a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi;
- b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat;
- c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ;
- d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **67**

Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes.